

Près de 28 000 chômeurs dans le bassin rennais

Fin décembre, l'Ille-et-Vilaine comptait 42 440 chômeurs (1), dont 27 808 pour le seul bassin rennais. C'est 1,5 % de plus qu'il y a un an. Mais la stagnation du chômage se confirme, selon Pôle emploi.



Denys Bricout, directeur de Pôle emploi en Ille-et-Vilaine, voit deux signaux positifs de reprise : « Les offres de contrats d'intérim sont plus nombreuses et les carnets de commande se garnissent à nouveau. »

Le chômage stagne

27 808 personnes (1) pointaient au chômage, fin décembre, sur le bassin d'emploi rennais, qui compte 63 000 habitants et 159 communes. C'est 1,5 % de plus qu'un an auparavant, mais 0,5 % de moins qu'en novembre. « Fin 2013 a confirmé la stagnation du chômage sur le bassin de Rennes, après une croissance régulière depuis 2008 », commente Denys Bricout, directeur de Pôle emploi en Ille-et-Vilaine. Cela dit, on compte quand même 18 % de

chômeurs de plus qu'il y a 5 ans, « ici comme au plan national ».

Des plans sociaux

La courbe du chômage s'aplanit, et pourtant les plans sociaux se succèdent. PSA, Mory-Ducros, Alcatel, Renesas, Marine Harvest, Carl Zeiss, Fobi... Autant de salariés qui se retrouvent sans emploi, mais qui n'apparaissent pas forcément dans les statistiques de Pôle emploi. On peut même leur souhaiter de ne jamais y entrer. « Car ces personnes licenciées économiques peuvent bénéficier d'un accompagnement, type contrat de sécurisation professionnelle (CSP). » Ces bénéficiaires de CSP (921 actuellement) sont suivis par une agence spécialisée de Pôle emploi, où chaque agent compte une cinquantaine de dossiers en portefeuille, contre près de 360 pour un agent classique de Pôle emploi en Ille-et-Vilaine.

10 % de seniors en plus

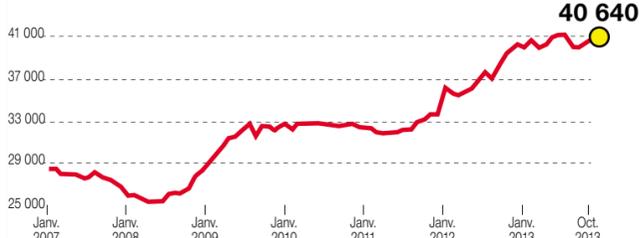
Si le chômage des jeunes a plutôt tendance à reculer (- 5,2 % en un an), les plus de 50 ans sont, eux, 10,3 % plus nombreux qu'il y a un an. « Cela pose de vraies questions sur la représentation que les salariés, comme les employeurs, se font du chômage des seniors », remarque Denys Bricout. On avait coutume, jusqu'à présent, de relativiser le statut de chômeur des seniors qui ont eu accès, pendant 30 ou 40 ans, à des dispositifs spécifiques de recherche d'emploi, entre le chômage et la préretraite. « Mais ces mesures

n'existent plus et si l'on ajoute le recul de l'âge de la retraite, les perspectives d'avenir sont désormais très différentes, pour un plus de 50 ans qui perd son emploi. » Pour le cadre de Pôle emploi, il faut « changer le regard sur l'employabilité des seniors, et que les employeurs prennent confiance dans ces profils de recrutements ». Du coup, Pôle emploi veut porter de 7 % à 15 % le taux de seniors bénéficiant d'actions de formation.

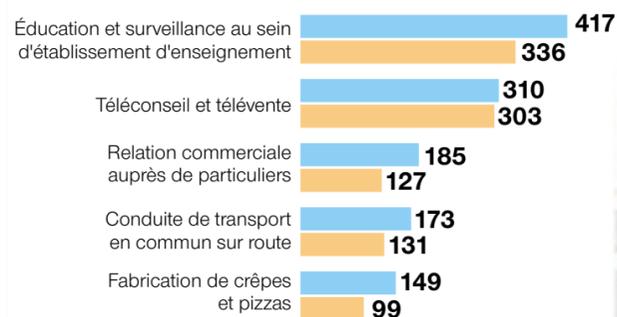
Les emplois du métro

Dans le secteur du bâtiment, nombre d'entreprises ont mis la clef sous la porte ces derniers mois. « C'est l'un des secteurs qui a connu beaucoup de défaillances d'entreprises de moins de 20 salariés », note le directeur territorial de Pôle emploi. La crise dans l'agroalimentaire et dans l'automobile supprime aussi des emplois dans les services liés à ces secteurs : bureaux d'étude, sous-traitants... Pour susciter une nouvelle offre dans ces métiers, Pôle emploi et la Maison de l'emploi (Meif) du bassin rennais ont ajouté une clause sociale dans les appels d'offres de la ligne b du métro. « Elle prévoit que 5 à 8 % des heures de travail bénéficient aux personnes les plus éloignées de l'emploi, seniors, bénéficiaires de minima sociaux..., avec formations spécifiques à la clef, comme celles de conducteur d'engins de travaux, coffreur bancheur. »

Nombre de demandeurs d'emploi au 3^e trimestre 2013



Offres d'emploi enregistrées / Demandes d'emploi



Source : Pôle emploi

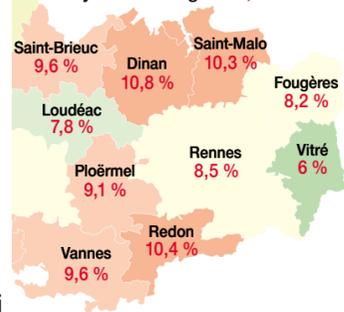
Les métiers qui recrutent

Avec le développement des drives, on cherche des employés en libre-service ou pour la mise en rayon... le commerce et la grande distribution font partie de ce qu'on appelle les métiers en tension, qui cherchent en vain à recruter. Autre secteur qui recrute : l'aide à la

personne, auprès d'enfants comme auxiliaires de vie scolaire ou auprès de personnes âgées dans des établissements ou à domicile. L'hôtellerie, la restauration cherchent aussi des personnels, en cuisine ou en salle. Enfin des profils « de niche » sont recherchés : conducteur de ligne agroalimentaire, ou webmaster

Taux de chômage

Moyenne Bretagne : 9,4 %



et logisticien dans l'e-commerce.

Laurent LE GOFF.

(1) Demandeurs d'emploi de catégorie A, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois écoulé.

Après PSA, Myriam galère pour retrouver un emploi

« Le 16 juin 2012, après un congé de reclassement, j'ai signé mon licenciement économique chez PSA. » Myriam Tidona cherche depuis à rebondir, sans jamais baisser les bras, même si « certains jours, c'est difficile ».

En décembre, elle croyait dur comme fer en son projet d'ouvrir avec sa belle-sœur un magasin de vêtements, à Rennes. Deux mois plus tard, elle sait que le chiffre d'affaires ne sera pas suffisant pour « nourrir » deux personnes. Mais elle continue d'y croire : « Il faut qu'on réexamine tout ça ».

En attendant, il faut assurer ses arrières, « car je vis seule avec deux enfants de 22 et 16 ans et mes droits s'achèvent en octobre ». Alors elle consulte les sites de recherche d'emploi, envoie des candidatures spontanées... « En un an et demi, j'ai eu un seul entretien avec un agent de Pôle emploi, qui ne m'a pas proposé un seul poste, mais une information sur mes droits en cas de reprise d'activité à temps partiel. Très utile ! »

Qu'est ce qui cloche alors ? « Si je savais ! On m'a fait remarquer que j'avais une expérience en secrétariat, mais aucune comme assistante de direction. Je crois surtout que mes 45 ans et mon parcours atypique font peur aux employeurs potentiels. Enfin je suppose que c'est ça. »



Grâce à Force femme, une association pour les femmes de plus de 45 ans à la recherche d'un emploi, Myriam bénéficie des conseils d'un coach professionnel : « Ça m'aide beaucoup ! »

Difficile de résumer une vie de femme et de mère en quelques lignes. Bac littéraire abandonné « pour des raisons personnelles » à quelques semaines de l'examen, premier emploi comme secrétaire dans un hebdomadaire du Morbihan, déménagement à Rennes, des remplacements comme secrétaire à Ouest-France, un congé parental puis l'embauche chez PSA, en 2001, comme opératrice à l'atelier peinture à la Jannis. « J'ai fait tous les horaires possibles, on m'a donné aussi une mission à l'atelier prototypage de Poissy, puis retour à Chartres où j'ai fini au contrôle qualité des véhicules. »

Ces dix années chez PSA lui ont permis aussi de reprendre des études, via un congé individuel de formation ou en jonglant avec les horaires : le matin ou les week-ends à l'usine, l'après-midi ou la semaine au lycée. Chapeau ! A ce rythme, elle a quand même obtenu son bac avec mention, puis un BTS d'assistante de direction.

L'enjeu aujourd'hui, c'est de « rester motivée ! »

L. L. G.

Télécoms, numérique : « Il faut éviter un PSA bis »



Trois questions à...

Hugues Meili, PDG de Niji, entreprise rennaise de services numériques (460 salariés).

La Bretagne et Rennes doivent beaucoup à la présence de

groupes comme Orange, Alcatel. C'est moins vrai aujourd'hui, ça vous inquiète ?

Il y a ici un écosystème télécoms. Or les grands acteurs de la filière sont moins présents. Orange réalise la moitié de son chiffre d'affaires et compte la moitié de ses effectifs à l'étranger. Si l'on continue de faire l'autruche, on va se retrouver dos au mur. C'est ce qui s'est passé pour l'automobile, où il y avait des pistes à explorer dans l'électrique, la voiture intelligente. Pour éviter un PSA-bis, il faut être lucide et essayer d'appréhender tous ensemble ce que sera la dérivée de notre économie locale.

Vous pensez que les élus ne prennent pas leurs responsabilités ?

Je ne veux pas être péremptoire, ni donneur de leçons. Mais derrière le discours officiel qui consiste à dire que ça va bien, tout le monde partage les mêmes craintes. Les élus doivent reconnaître qu'il y a de la graine de problèmes et prendre des initiatives. Orange réoriente sa stratégie, donc il faut attirer d'autres

acteurs, les géants du numérique, qui puissent donner des perspectives de sous-traitance aux entreprises déjà ancrées ici. On se focalise sur les start-up qui se créent. Or celles-ci se développent grâce au capital-risque et le plus souvent disparaissent, rachetées par un grand groupe, pour les brevets qu'elles ont développés.

Qu'est ce qu'il faut faire alors, selon vous ?

L'économie française est vivace. Il y a des compétences, des savoir-faire sur nos territoires, qu'il faut accompagner en faisant notre révolution numérique, dans tous les secteurs, ce qui profitera à nos entreprises. Le maire de Rennes peut impulser les choses en faisant passer sa ville à l'ère du digital, dans tous les domaines : services aux administrés, aux visiteurs, fonctionnement interne de la mairie... Rennes doit « être digitale », bâtir son avenir là-dessus et non dans la construction de vitrines du numérique, des lieux où il ne se passerait rien.

Recueilli par L. L. G.

Emploi, fiscalité : grand débat ce mardi soir



Premier grand débat des municipales ce mardi soir, en public, à 18 h à l'espace Ouest-France, 38, rue du Pré-Botté. Un débat organisé par les rédactions Ouest-France et France Bleu Armorique avec l'ensemble des candidats, tête de liste à Rennes. Premiers thèmes : l'emploi et la fiscalité. Chaque candidat pourra donc présenter les grandes lignes de son programme sur ces thématiques jugées comme étant des priorités dans le débat municipal pour 48 % des Français.

Dix listes se sont déclarées pour les élections municipales, qui se dérouleront les dimanches 23 et dimanche 30 mars : Rennes, créative et solidaire (Nathalie Appéré avec le PS, le PCF, les Radicaux de gauche et l'UDB) ; Osons Rennes (Bruno

Chavanat avec l'UDI, l'UMP, le PCD, le MoDem et le Parti breton) ; Changez la ville (Matthieu Theurier et Valérie Faucheux, EELV/une partie du Front de gauche) ; Rennes bleu marine (Gérard de Mellon, FN) ; Rennes Bretagne Europe (Caroline Ollivro) ; Rennes Alternative (Remy Lescurie avec le Parti Pirate) ; Solidarité et progrès (Alexandre Noury) ; Démocratie communale (Pierre Priet, POI) ; le NPA et Lutte Ouvrière.

Ce mardi 18 février, à 18 h, à l'espace Ouest-France, rue du Pré-Botté.

Quatre autres thématiques suivront :

le mardi 25 février, le transport, le mardi 4 mars, la culture, les loisirs et vivre ensemble, le mardi 11 mars, le logement et l'urbanisme, et le mardi 18 mars, la sécurité.

Affaires à faire

CARRELAGES PALMIERI

CARRELAGES - FAIENCES - MOSAIQUES

www.carrelages-palmieri.com

Rénovez votre salle de bains

Qualité - Originalité - Design
Conseils décoration

SHOW ROOM 500 m²

2, rue Newton - MONTGERMONT
02 99 68 73 37